



FACE AUX CONDAMNATIONS
DE LA JUSTICE MILITAIRE
ET LA NÉCESSITÉ DE
DÉTRUIRE L'INQUISITION
DÉMOCRATIQUE

APPEL ANARCHISTE À LA SOLIDARITÉ AVEC LE
PRISONNIER MARCELO VILLARROEL

CONTENU

QUELQUES PAROLES
PRÉALABLES/3

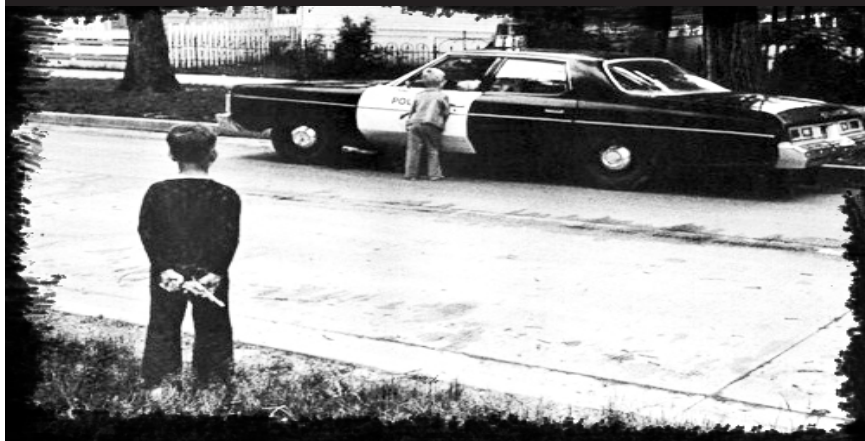
A PROPOS D'UN CHEMIN DE
GUERRE INACHEVÉ/5

CONTRE LES JUSTICES, CONTRE
LES INQUISITIONS/9

A PARTIR D'OÙ ET POURQUOI
LANÇONS-NOUS UN APPEL À LA
SOLIDARITÉ/13

PRESXS DE LA GUERRA A LA KALLE
Ⓡ *solidaridad, acción directa, memoria, subversión*

QUELQUES PAROLES PRÉALABLES



L'urgence de ce texte surgit de la nécessité de rompre avec la sensation de normalité et d'immobilité qui se propage face au scénario juridique qu'affronte en l'occurrence le compagnon Marcelo Villarroel.

Il semblerait que l'énergie et la vitalité dans les batailles pour faire sortir nos compagnon-ne-s soient marquées par les rythmes judiciaires, particulièrement avant que le pouvoir judiciaire décide de leur vie. Mais lorsque les condamnations s'imposent, il arrive fréquemment que les pratiques de solidarité se limitent à tenter de subvenir aux besoins des compagnon-ne-s en prison, abandonnant peu à peu la perspective insurrectionnelle et la vitalité nécessaire pour continuer à mener le combat tant contre la prison que contre

la société qui la nécessite, ouvrant de réelles possibilités de réduire à néant les années de peine à purger.

Mais nous savons qu'aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des murs, des compagnon-ne-s cherchent à continuer à contribuer à la lutte, construisant des complicités sans se résigner d'aucune manière aux peines imposées, qu'elles soient de quelques années ou de longues décennies, prononcées par des lois ou des tribunaux communs ou spéciaux.

Ce texte vise à alimenter une perspective de combat permanente -où que nous nous trouvions- affrontant les diverses adversités existantes, construisant des chemins de négation, nous éloignant du victimisme ou

de la personnalisation. Nous souhaitons contribuer à une réflexion urgente, ainsi qu'à un appel de praxis solidaire avec la situation du compagnon Marcelo Villarroel. D'où cette petite brochure destinée, avec ces brèves réflexions à dépasser le simple fait informatif pour contribuer à renforcer des positions anarchistes de lutte face à l'une des diverses dimensions de l'engrenage judiciaire et carcéral.

Nous n'oublions pas que les compagnon-ne-s à l'intérieur ne sont pas des figures intouchables ou indiscutables, mais simplement des personnes qui nous manquent dans la rue, ce qui nous permet de participer -des deux côtés du mur- avec

des réflexions, des expériences et des pratiques, à la lutte contre la domination. C'est justement dans ce sens que ceux qui ignorent les prisonnier-e-s, en les reléguant sur le terrain de l'amnésie, finissent par oublier la guerre elle-même.

LES PRISONNIER- E-S DANS LA RUE !

LES RUES POUR L > INSURRECTION



A PROPOS D'UN CHEMIN DE GUERRE INACHEVÉ



Marcelo a commencé son activité subversive à la moitié des années 80, alors que la dictature militaire faisait tout son possible pour s'accrocher au pouvoir. Au cours de ces années, des groupes de gauche commencèrent à développer la lutte armée pour pouvoir donner une réponse à la dure répression de Pinochet. Le parti MAPU-Lautaro était l'une de ces organisations, dans laquelle le compagnon est entré très jeune.

En novembre 1987, âgé de 14 ans, il est arrêté pour avoir participé à une action de propagande armée menée par cette organisation politico-militaire dans laquelle il militait dans un lycée de la capitale. Libéré une semaine après, il reste en liberté surveillée

jusqu'en octobre 1989, date à laquelle il est renvoyé en prison pour des actions subversives. Il passe 9 mois en détention, étant alors, selon les rapports du Comité International de la Croix Rouge, le prisonnier le plus jeune du continent.

A nouveau dans la rue, il continue à réaliser des actions subversives dans l'organisation du MAPU- Lautaro, ce qui l'amène à être de nouveau arrêté le 13 octobre 1992, à l'âge de 19 ans, lors d'une opération des services de renseignement dans la commune de Lo Prado. A ce moment-là, le compagnon oppose une résistance armée avec deux autres compagnons, dont l'un meurt quelque temps plus tard. Ayant reçu trois balles, Marcelo est transféré, blessé, à la Brigade

d'enquêtes Criminelle où il est tabassé et torturé à l'électricité durant 15 jours. Il est ensuite condamné jusqu'à l'année 2043, accusé de l'attaque à l'explosif de l'Ambassade d'Espagne, d'association illicite, d'expropriations, de distributions de nourriture dans des poblaciones, d'affrontement armé avec l'escorte du gouverneur de Santiago, Luis Pareto, qui se solda par la mort de trois détectives de la Police de Recherche et d'un militant du MAPU-Lautaro, ainsi que d'attaques armées contre des fourgons policiers dans les communes de Cerro Navia y Conchalí.

En 1994, il est transféré, avec les autres prisonniers politiques, de l'Ex - Pénitencier de Santiago, à la prison de haute sécurité [Cárcel de Alta Seguridad (CAS)], nouvellement inaugurée et spécialement construite pour enfermer les membres des groupes politico-militaires ayant poursuivi leur activité

armée en démocratie.

En 1997, suite à divers conflits et disputes à l'intérieur, il est expulsé du parti Mapu-Lautaro, entre autres motifs pour "déviations anarchistes". Cette même année, il crée avec d'autres compagnons ex MAPU-Lautaro emprisonnés dans la CAS, le Kollektiv Kamina Libre. Celui-ci se constitue comme une initiative autonome centrant son activité sur la lutte, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des murs, pour obtenir la sortie des prisonniers politiques. Grèves de la faim, mutineries et une série de publications ont fait partie de la stratégie de ce Kollektiv qui chercha aussi à créer des liens avec des groupes autonomes, libertaires et anarchistes qui commençaient à avoir une présence importante dans les rues. Cela leur permit de connaître et de participer aux discussions et aux dynamiques qui se développaient au-delà des murs.

Cette stratégie a donné des

“Parce qu'il faut souligner que la musique comme expression qui projette nos émotions est un puissant instrument, capable d'atteindre les recoins les plus désolés, les cœurs les plus froids et congelés par l'urbanité capital”

Mots de Marcelo envoyés pour la journée de d'activités “Ruido y propaganda.” [Bruit et propagande]

résultats concrets, et en décembre 2003, après plus de 11 ans d'enfermement, Marcelo et les autres membres de Kamina Libre, obtiennent la liberté conditionnelle et sortent de prison.

De retour dans la rue, le compagnon commence immédiatement à participer aux diverses activités des sphères autonomes et anarchistes, faisant connaître au cours de multiples discussions, forums et débats son expérience d'enfermement et de lutte. Parmi les initiatives auxquelles il participa et qu'il mena à bien, on trouve la création de D-Linkir, un groupe de punk-rock appelant explicitement à la guerre sociale. A partir de là, Marcelo a toujours encouragé le conflit et la nécessité de l'affrontement permanent contre l'ordre établi.

Le 18 octobre 2007, la Banque Security est expropriée dans le centre de Santiago. En se retirant, les braqueurs abattent le flic Luís Moyano. Peu après, la presse et la police désignent le compagnon comme étant l'un des assaillants, suite à quoi il décide de passer à la clandestinité, rompant ainsi sa conditionnelle. Quelques mois plus tard, le 15 mars 2008, il est arrêté avec Freddy Fuentesvilla, à San Martín de Los Andes, en Argentine, les deux étant accusés de port d'armes de guerre et condamnés pour cela à 3 ans et 6 mois de prison.

Des différentes prisons argentines par lesquelles il est passé, Marcelo a cherché à créer des liens avec les milieux anarchistes qui ont commencé à se solidariser. Au travers de communiqués et de textes il a encouragé l'échange de visions et d'expériences avec des compagnon-ne-s dans la rue, ce qui a sans aucun doute renforcé les relations solidaires et contribué à la création d'un réseau de soutien en Argentine, encore actif aujourd'hui. La revue "Abre los ojos" a eu une importance particulière, Marcelo et Freddy y ont exposé leurs réflexions et leurs idées dans une perspective conflictuelle qui a entre autre permis d'établir des relations d'affinité, favorisant une pratique solidaire autonome, opposée à l'institutionnalisation et loin du victimisme.

Le 16 décembre 2009, après avoir purgé la moitié de la peine et accompagné par un étonnamment énorme dispositif de sécurité, il est expulsé au Chili et amené à la prison de haute sécurité à Santiago.

Le compagnon a continué à exprimer sans relâche son intérêt pour créer des réseaux de complicité avec des sphères et des individualités antagonistes de l'autre côté

des murs, en participant à des publications et à des appels à des journées de lutte. Nous pouvons fréquemment lire et écouter ses communiqués au cours de diverses activités, ce qui démontre que Marcelo est toujours présent dans l'affrontement et que d'une certaine manière il a réussi à briser les murs de la prison pour continuer à participer à chaque espace de rupture avec l'ordre imposé. Comme on peut le lire dans l'un de ses écrits ;

“...nous avons assumé de continuer à marcher dignement à l'intérieur de la cage. Nous nous défendons où que nous soyons de ceux qui veulent nous attaquer, les prisonniers citoyens au service des matons ne nous empêchent pas de dormir, mais nous disons à toutes celles et ceux qui lisent ou écoutent ces mots que la prison est un territoire de tension permanente et de combat où rien ne t'assure ni la tranquillité ni le respect, il n'y a que ton comportement quotidien et la relation antagonique avec tous ceux qui cherchent à te voir tomber”.

Il a aussi été actif dans les luttes qui se sont développées à l'intérieur de la prison, participant en tant que porte-parole à des mobilisations et des grèves de la faim qu'ont menées

les prisonniers de la prison de haute sécurité pour obtenir des améliorations internes, beaucoup de ces revendications ayant été gagnées.

En juin 2014, après 4 ans de prison préventive dans différentes sections de la prison de haute sécurité et suite à un long procès, Marcelo est finalement condamné à 14 ans de prison pour l'expropriation de deux banques. Cette condamnation implique aussi qu'il doit recommencer à purger la peine antérieure, c'est à dire 40 années supplémentaires d'enfermement.

Fin 2017, le compagnon sollicite en première instance la prescription de la condamnation de 1992 (qui avait été accordée à d'autres ex-militants du MAPU-Lautaro), mais celle-ci est refusée par la justice militaire. Aujourd'hui, le processus reste ouvert, une décision devant être prise en appel au cours des prochains mois.

“Je ne suis pas citoyen, je ne crois pas dans la démocratie, je ne crois pas en l'Etat, je ne crois en aucune des règles qu'ils imposent pour pouvoir vivre libres”.

Mots du compagnon à la fin du procès de l'affaire “security”. Juin 2014.

CONTRE LES JUSTICES, CONTRE LES INQUISITIONS



Le pouvoir, l'autorité et leur ordre se sont imposés par la violence. Cette domination cherche à tirer le meilleur profit en imposant la soumission, en utilisant -entre autres instruments- la crainte et les punitions exemplaires contre celles et ceux qui ne suivent pas les desseins du maître. Celles et ceux qui sortent des limites de ce qui est défini comme permis ont affronté et continueront à affronter tout l'arsenal des leçons. Cette réalité est palpable depuis qu'un être en a considéré un autre comme inférieur et qu'un système complet a été inventé pour défendre ses privilèges, indépendamment des formes ou des nuances que

l'on peut observer tout au long de l'histoire, qu'on l'appelle Empire, Religion, Féodalisme, Capitalisme, Autorité ancestrale ou Etat...la fin reste la même.

Face à ceux qui sortaient de la norme, y étant contraints par le mode d'exploitation même, ou par volonté et décision individuelle, les tenants du pouvoir ont mis au point tout un engrenage légal pour définir quelles conduites seraient punies, en plus d'une échelle de souffrance et de peines décrites en détail. L'objectif était et reste encore le châtement exemplaire; provoquer la peur chez tout le monde pour éviter que tel ou tel comportement ne se reproduise.

Les centaines d'individus qui passent tous les jours en procès dans les tribunaux démontrent que ceux-ci sont l'un des instruments de l'Etat pour imposer la terreur et la peur généralisée.

La société a décidé de déléguer cette tâche à l'institution de la justice constituée de spécialistes en punition et en application des supplices. Aujourd'hui, l'antique inquisition pleine de croix, de toges et de bibles se teinte à nouveau de lois, de codes pénaux et de procédure, et surtout de condamnations... des jours, des mois, des années, des décennies de séquestration et de prison pour celles et ceux qui marchent en dehors des lois.

Pendant des dizaines d'années, deux types de Justices se sont côtoyées dans l'Etat chilien, la Militaire et la Civile : tandis que la Civile se chargeait des personnes ayant commis différentes sortes de délits, la Justice Militaire s'occupait principalement des membres des forces répressives mises en accusation, mais aussi des civil-e-s ayant porté atteinte à un quelconque membre de la répression. Dans la Justice Militaire les lois, le tribunal, les juges et le système tout entier était composé de personnel en uniforme.

Comme tant d'autres compagnons de différentes organisations, Marcelo a décidé de résister et d'attaquer la dictature militaire, puis la transition démocratique qui a suivi. Du côté organismes de sécurité de Pinochet puis de la démocratie, l'affrontement armé s'est traduit par une série d'exécutions, d'assassinats, d'embuscades et, pour les survivant-e-s, par de nombreuses incarcérations et procès, les nouveaux dépositaires du châtiment exemplaire de la démocratie ayant recours aux tortures et aux prisons de haute sécurité pour celles et ceux qui décidaient de poursuivre le combat.

Au cours des années 90, les personnes passant en procès étaient principalement condamnées par le parquet militaire, celui-ci distribuant à tout va d'énormes peines. Pour sa part, Marcelo a été condamné par le 4ème parquet militaire pour :

-Association illicite terroriste (Appartenance à l'organisation Mapu-Lautaro): 10 ans et un jour

-Dommages sur un véhicule de la justice avec blessures graves de carabiniers (Attaques de fourgons policiers) : 3 ans et 541 jours.

-Coauteur d'homicide qualifié de terroriste (Exécution de trois

détectives membres de l'escorte du gouverneur Pareto): 15 ans et un jour.

-Vol avec intimidation, loi 18.314 (Expropriations de banque sous le coup de la loi antiterroriste) : 10 ans et un jour.

-Attentat Explosif (Attentat à l'explosif contre l'Ambassade d'Espagne dans le cadre de la commémoration des 500 ans) : 8 ans.

Ayant plus de 40 ans de prison à purger, à partir d'octobre 1992 et jusqu'à décembre 2003, Marcelo va se battre avec d'autres prisonniers politiques pour arracher la "liberté conditionnelle" à l'administration pénitentiaire et à l'Etat par des mobilisations, des mutineries et des grèves de la faim. Parvenant ainsi à sortir, il restera sous le coup d'une série de restrictions et d'obligations de pointer.

Fin 2007, accusé d'avoir participé à l'expropriation de la Banque Security, il décide d'assumer la clandestinité, rompant son régime de "liberté sous surveillance".

En 2009, après son arrestation et un long parcours, il est de nouveau confronté aux tribunaux avec Freddy et Juan, et cette fois c'est l'inquisition civile¹ qui décide de le

¹ En 2010, suite à une grève de la faim généralisée menée par les détenus mapuche dans les prisons de l'Etat chilien, le fait que les civil-e-s soient jugé-e-s par la

condamner à 14 ans de prison pour les expropriations de la Banque Santander à Valparaíso et de la Banque Security à Santiago. Ce nouveau procès se déroule entre costumes, show théâtral, farce judiciaire et sous une nouvelle couverture démocratique et soignée pour la plus grande tranquillité de la mafia judiciaire.

Le désir de vengeance et les labyrinthes du châtiment

Aujourd'hui, la Justice Militaire ressuscite et vient se joindre au festin punitif contre le compagnon dans l'intention de lui appliquer la totalité de la condamnation à plus de 46 ans, en plus des 14 années imposées par la Justice Civile.

Entre costards et uniformes, entre serments et saluts militaires, entre casernes et tribunaux, la vengeance s'exécute, cherchant à enterrer le compagnon sous des kilos de ciment et de béton.

Au cours de cette tambouille dans laquelle se retrouve Marcelo, la punition elle-même démontre un fait indiscutable : il est condamné pour les faits de 1990 et 2000. La répression connaît son courage et sa volonté de combattre l'ordre existant à tout moment. La fiesta de condamnations et de vengeance judiciaire à laquelle tous veulent participer en est la preuve.

justice militaire a été modifié.

Il serait aussi facile qu'ennuyeux de tomber dans les éléments hautement anti-démocratiques de la Justice Militaire, ou de souligner les injustices, les droits de l'homme ou les dénonciations citoyennes face à cette aberration juridique. D'autre part, il pourrait aussi s'avérer paralysant de prendre la mesure du mastodonte étatique, judiciaire et militaire qu'affronte le compagnon, on ne pourrait que sentir dépassé face à cette réalité de condamnations déjà édictées.

Il est nécessaire aujourd'hui de refuser complètement la logique de la justice et toute sa légitimité, qu'elle soit civile ou militaire, dictatoriale ou démocratique. Il est plus que jamais indispensable de dynamiser les fondements mêmes de son ordre et de ses châtements.

Nous plaçons la négation de la Justice dans la critique radicale de l'autorité, quelque soit l'uniforme qu'elle revête. Nous comprenons qu'avoir comme horizon de lutte une loi spécifique ou un type de justice nous diminue, alors que nos objectifs insurgés sont la destruction du système de domination dans son ensemble. Cependant, nous ne pouvons pas pour autant oublier les répercussions concrètes que certains instruments du pouvoir ont sur des compagnons. C'est dans cet équilibre que nous posons une solidarité révolutionnaire et insurgée, sans jamais oublier l'horizon qui motive chaque initiative, à savoir : la destruction de ce

monde.

Ces sentences, ce macabre calcul mathématique constituent la manière actuelle d'anéantir les révolutionnaires dans l'enfermement et l'oubli. S'il faut pour cela ressusciter un juge militaire et ses condamnations, ils n'hésiteront pas. Comprendre la logique de la justice comme une vengeance d'Etat et un instrument supplémentaire de la domination nous permet de nous débarrasser de toute illusion d'objectivité, d'innocence ou d'équité et ainsi d'affûter notre discours et notre pratique dans le combat permanent contre leur monde.

Nous connaissons la situation brutale de Marcelo et face aux dizaines d'années de condamnation avec lesquelles juges et militaires cherchent à se venger, nous refusons la victimisation et l'inaction. Nous pensons qu'il est nécessaire d'attaquer le système qui tente de faire purger entièrement sa peine à Marcelo, de lutter de toutes nos forces et avec tous nos moyens pour éviter que s'exerce la vengeance étatique, en même temps que nous renforçons nos chemins de négation de l'autorité et de la logique judiciaire.

Face à la vengeance d'Etat : Attaquer l'inquisition en uniforme ou en costume !

Rendons impossibles ces 40 ans de condamnation : Solidarité insurgée avec Marcelo !

A PARTIR D'OÙ ET POURQUOI LANÇONS-NOUS UN APPEL À LA SOLIDARITÉ



Tout comme nous considérons la prison comme faisant partie de notre choix de combattre l'existant en permanence et avec insistance, la solidarité avec les compagnon-ne-s emprisonné-e-s- en fait aussi partie, tant dans nos réflexion que dans nos actions. Elle ne représente pas un fait ponctuel ou sporadique, mais est une constante qui traverse l'ensemble de notre pratique anarchiste, donnant sens et contenu aux discours et aux slogans. Nos prisonnier-e-s sont nos compagnon-ne-s en prison et sont par conséquent important-e-s dans le développement des différentes luttes menées dans la rue. Les réduire à la seule

catégorie de "prisonnier-e-s" signifie limiter leur capacité d'action et revient d'autre part à les laisser à l'endroit où le pouvoir les a mis-e-s. Le/la compagnon-ne emprisonné-e est un individu actif/ve, et l'un des aspects de la solidarité doit donc nécessairement aller dans ce sens : construire des canaux de communication effectifs et permanents pour lui permettre de continuer à participer à des débats et des projets en dehors des murs de la prison, afin que ses réflexions et propositions ne meurent pas en cellule et pour que le quotidien carcéral asphyxiant ne constitue pas ses uniques pensées. De cette manière, nous brisons l'isolement et

l'incommunication que prétend imposer le pouvoir, tout comme nous renforçons des affinités et affinons des complicités. En même temps, les positions des compagnon-ne-s en prison représentent d'importantes contributions et des points de vue que seule une personne dans cette situation peut élaborer et qui enrichissent non seulement la lutte anticarcérale mais aussi la lutte pour détruire l'ordre établi.

Considérer le/la compagnon-ne en prison comme un sujet en lutte qui se trouve dans cette situation difficile de par sa décision personnelle de tenter de récupérer sa vie éloigne la pratique solidaire de néfastes

victimismes qui ne font que nous affaiblir face à l'ennemi et privent nos discours et nos actions de solidité et de sens. Mettre en avant que nos compagnon-ne-s sont "victimes d'injustices" correspond évidemment à une contradiction si nous prétendons en finir avec le pouvoir, ainsi qu'à un rapprochement vers des positions démocratiques qui réclament plus de droits humains. Dans ce sens, une position claire d'affrontement de la part du/de la prisonnier-e est indispensable à la construction et au développement d'espaces solidaires et permet déjà une communication sincère avec les environnements dans la rue, en même temps qu'elle rend possible l'indispensable échange d'expériences.



Un autre aspect fondamental consiste à comprendre que la solidarité anarchiste est autonome et donc contraire à tout type d'institution, que ce soient les partis politiques, les organisations de droits de l'homme et même les plateformes citoyennes qui ont des positions radicalement opposées aux nôtres. Nous faisons le pari de la construction de relations d'affinité et, sur cette base, de créer des réseaux de complicité offensive contre le pouvoir, en affûtant les positionnements et les actions destinées à créer des brèches dans la réalité carcérale. Nous pensons que chercher des alliances avec le monde institutionnel nous induit en erreur et nous dilue dans des espaces qui ne sont pas les nôtres, dans des discours réformistes

que nous refusons, ce qui revient inévitablement à rabaisser et à camoufler les positions que nous avons portées. Nous essayons ainsi de donner la priorité au renforcement qualitatif des relations solidaires, plutôt que de tenter par tous les moyens d'agrandir des rangs généralement fictifs, disparaissant aussi vite qu'ils sont apparus.

L'agitation, l'action et l'appel à la confrontation permanente pour que nos compagnon-ne-s sortent et pour la destruction des prisons sont des objectifs clairs liés à cette manière de comprendre et de pratiquer la solidarité. C'est en aiguissant et en multipliant les actions, en les faisant gagner en qualité, que nous fraternisons avec les compagnon-ne-s emprisonné-e-s qui reçoivent une bouffée d'air frais chaque fois que la

légalité est brisée, chaque fois que les limites de ce qui est permis sont dépassées. Nous pensons que les actions transgressives dirigées contre le pouvoir et ses défenseurs sont la manière la plus cohérente de se solidariser avec les prisonnier-e-s de la guerre sociale, dans la mesure où elles démontrent que, loin de mourir, le conflit continue à se développer et s'étend de différentes manières.

C'est en partant de cette manière de comprendre la solidarité que nous lançons un appel à se solidariser avec le compagnon Marcelo Villarroel, en employant toute notre imagination et toute notre volonté dans l'action protéiforme pour provoquer un débordement chaotique de la normalité, ainsi qu'à



diffuser de toutes les manières la situation du compagnon et l'urgence d'agir aujourd'hui pour le retrouver bientôt avec nous dans la rue. Nous affirmons ainsi clairement que si le pouvoir essaie de l'enterrer derrière les barreaux et les murs, nous répondons, et c'est en menant à bien ces réponses que nous nous renforçons et que nous avançons sur ce chemin incertain pour la libération totale.

“NOS NÉGATIONS SONT INFINIMENT PLUS PUISSANTES QUE LEURS DOMINATIONS, LEURS PUNITIONS ET LEURS MENACES; ELLES S’ALIMENTENT AVEC FIERTÉ DE NOS DÉSIRS ET BESOINS, DE NOTRE DIGNITÉ INDOMPTABLE QUI NE S’ACHÈTE NI SE VEND ... IL NOUS PLAÎT D’ÊTRE IRRÉDUCTIBLES, SANS MÉMOIRE, JAMAIS !



IL NOUS PLAÎT D’ÊTRE IRRÉDUCTIBLES, SANS
MÉMOIRE, JAMAIS !

-MARCELO VILLARROEL-